

Contribution du GIFEN concernant le scénario « accélération »

Pour atteindre environ 25 GW de nouvelle capacité nucléaire en 2050 (conformément au scénario N2 envisagé par RTE) il sera nécessaire d'accélérer, dans le prolongement de la première série de 3 paires d'EPR2, le rythme de construction des réacteurs de puissance, avec 1 réacteur par an jusqu'en 2050. Ce rythme est compatible avec les capacités industrielles de la filière nucléaire française. Il sera sécurisé :

- Si l'on inscrit la mobilisation de la filière nucléaire dans la planification d'un programme, avec une première série de 3 paires d'EPR2 qui donnera suffisamment de visibilité sur les 20 prochaines années ;
- Si l'on s'assure qu'elle ne sera pas perturbée dans sa dynamique, avec par exemple des interruptions /accélérations non anticipées ;
- Si la filière nucléaire peut travailler de façon standardisée, avec des spécifications adaptées aux standards industriels et dans un référentiel technique et réglementaire stable, en appliquant la démarche basée sur des paliers techniques et une amélioration continue rythmée par des révisions périodiques du référentiel technique et réglementaire ;
- Et enfin si le programme est conduit dans une logique partenariale qui aligne les intérêts des acteurs, maître d'ouvrage et acteurs de la supply-chain sur la performance et la recherche de l'amélioration continue en termes de qualité, de délais et de coûts de réalisation. Cela suppose des marchés anticipés et de longue durée entre le maître d'ouvrage et ses fournisseurs, ainsi qu'un partage équitable des risques.

Dans ces conditions de visibilité, grâce à un programme domestique mobilisateur, la filière nucléaire sera à même de poursuivre sa dynamique de consolidation et de renforcement. Les entreprises industrielles qui la constituent pourront investir sur des nouveaux outils de production et dans des compétences supplémentaires à partir du moment où elles auront suffisamment confiance dans le fait qu'elles s'engagent pour un programme industriel conséquent.

Dans cette planification d'un programme de nouveaux réacteurs en France, la filière sera en mesure de poursuivre la montée en puissance, de standardiser ses pratiques et de renforcer son efficacité pour atteindre la mise en service d'une paire de réacteurs tous les deux ans à l'issue de la série de 3 paires d'EPR2. Cette cible est à rapprocher du rythme de 3 à 4 réacteurs par an auquel l'essentiel du parc nucléaire actuellement en fonctionnement a été mis en service en une quinzaine d'année de la fin des années 1970 au début des années 1990.

Un scénario avec 35 GW de capacité nucléaire neuve en 2050, qui correspond au scénario N3 des études portées par RTE, se traduirait par un besoin accru de mises en service pendant la seconde moitié des années 2040. Pour y répondre, une accélération additionnelle de la construction des réacteurs pourrait être envisagée au rythme de deux réacteurs par an en activant les leviers complémentaires suivants :

- En renforçant l'outil industriel national via des investissements supplémentaires, pour notamment mettre à disposition des ateliers additionnels pour la fabrication des équipements ;
- En s'appuyant sur des capacités complémentaires développées par des partenariats industriels dans le cadre de programmes nucléaires en Europe (Royaume-Uni, République Tchèque et Pologne notamment) auxquels les entreprises françaises auront d'autant plus accès qu'elles s'appuieront sur un programme domestique ;
- En ayant recours aux partenariats développés par les entreprises de la filière française avec des homologues étrangers, grâce à l'entretien de coopérations internationales de longue date. Cette option permettrait par exemple de faire appel à des partenaires en Asie pour disposer si besoin d'un complément de capacité volumique sur la production de certains composants. Elle pourra être mobilisée ponctuellement, en cas de charge élevée pour quelques réacteurs complémentaires (pic qui ne justifierait pas que soit fait l'investissement industriel en France).

La pertinence de l'activation de ces leviers sera à apprécier en fonction des segments d'activités concernés.